

ACTION URGENTE

DEUX BLOGUEURS DE PREMIER PLAN DETENUS POUR DES TWEETS

Des avocats se sont entretenus avec Lu Yuyu et sa compagne Li Tingyu, deux blogueurs qui ont recueilli et publié des données sur les manifestations en Chine. Ces derniers ont été placés en détention le 15 juin 2016 pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Ils risquent d'être victimes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Lu Yuyu et sa compagne Li Tingyu, qui vivent à Dali, dans la province du Yunnan, tenaient un blog (wickedonna.blogspot.com) et un compte Twitter (@wickedonna) appelé « Not News ». Leur dernier message a été publié le 15 juin, et pendant quelque temps on ignorait s'ils avaient disparu ou avaient été placés en détention.

Le 6 juillet, deux avocats se sont entretenus avec Lu Yuyu au centre de détention de Dali. Ils ont indiqué qu'il semblait avoir bon moral. Il a été placé en détention pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public », à la suite d'informations relatives à des grèves, des manifestations et des troubles dans les campagnes qui ont été rassemblées sur son blog et partagées sur Twitter et d'autres réseaux sociaux. Selon lui, les renseignements qu'il a recueillis sont des faits objectifs et il est donc innocent. En effet, afin d'être poursuivi pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public » à la suite d'activités sur Internet, l'utilisateur doit avoir inventé des informations qui discréditent autrui.

Deux autres avocats se sont entretenus avec Li Tingyu le 6 juillet au même centre de détention. D'après eux, elle a déclaré que ses interrogatoires portaient sur les informations qu'elle avait rassemblées sur son blog et publiées sur Twitter, et elle a également affirmé ne pas les avoir inventées mais simplement recueillies et relayées. Elle a en outre raconté que, le 15 juin, plusieurs hommes non identifiés l'avaient saisie et placée dans une voiture non immatriculée, avant de lui mettre de force une cagoule noire sur la tête et de l'emmener.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Lu Yuyu et Li Tingyu, qui sont détenus uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller à ce que, pendant leur détention, Lu Yuyu et Li Tingyu puissent avoir des contacts réguliers et sans restriction avec leur famille et les avocats de leur choix et ne soient pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 19 AOÛT 2016 À :

Directeur du bureau de la Sécurité publique de Dali
Bao Ronggui
Dali City Public Security Bureau
66 Cangshanlu
Dali Shi, Yunnan province 671000
Chine
Tél. : +86 872 212 4460 (en chinois uniquement)
Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Responsable du centre de détention de Dali
Dali Detention Centre Suozhang
Dali Zhou Kanshou-suo
Xiaguan Zhen, Wenxian Cun
Dali Shi, Yunnan Sheng
Chine
Tél. : +86 872 231 2985 (en chinois uniquement)
Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur,

Copies à :
Ministre de la Sécurité publique
Guo Shengkun
14 Dong Chang'an Jie
Dongcheng Qu, Beijing Shi 100741
Chine
Tél : +86 10 6626 2114 (en chinois uniquement)
Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn
Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 147/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/4313/2016/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DEUX BLOGUEURS DE PREMIER PLAN DETENUS POUR DES TWEETS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis 2013, Lu Yuyu et Li Tingyu réunissaient et diffusaient des données sur les manifestations en Chine et les publiaient tous les jours sur différents réseaux sociaux, notamment blogger.com, Google Drive, Twitter et Weibo. Pour la seule année 2015, ils ont recueilli des informations sur près de 30 000 « incidents de masse ». Cette appellation désigne des actions collectives telles que des manifestations de villageois contre des confiscations de terres, des grèves et des manifestations ouvrières ou encore des manifestations de propriétaires floués par des promoteurs.

Les derniers chiffres publiés par le gouvernement chinois datent de 2007 et faisaient état de plus de 100 000 « incidents de masse », mais les autorités ont depuis arrêté de publier ce type de statistiques. Les estimations d'universitaires de Chine continentale sur le nombre d'« incidents de masse » ces dernières années varient largement et oscillent entre 30 000 et 180 000 par an.

Selon certaines sources, Lu Yuyu et Li Tingyu ont été forcés à déménager par le passé en raison des manœuvres d'intimidation de la police liées à leur travail sur leur blog.

La Chine applique toujours l'une des plus vastes politiques de censure au monde et la publication de lettres non autorisées ou d'opinions critiques à l'égard des dirigeants ou de la politique du gouvernement peut avoir de graves conséquences professionnelles et pénales pour les responsables.

Les autorités continuent d'invoquer des lois rédigées en termes vagues afin de prendre pour cible des personnes ayant seulement exercé leur droit à la liberté d'expression. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping en novembre 2012, des centaines de personnes ont été placées en détention uniquement pour avoir exprimé leurs opinions sur Internet.

Le chef de l'État a rappelé à plusieurs reprises la nécessité de maintenir la « conception marxiste du journalisme », selon laquelle tous les médias officiels doivent défendre les intérêts du Parti communiste. Dans le même temps, une note idéologique intitulée « Document Numéro 9 » a été divulguée et mettait en garde contre la « tendance trompeuse » à promouvoir la « liberté de la presse » et la « libre circulation des informations sur Internet ».

Le 19 février, le président Xi Jinping s'est rendu dans les locaux de la chaîne de télévision officielle CCTV, du journal *People's Daily* et de l'agence de presse Xinhua pour encourager ces médias à « protéger l'autorité du parti et son unité ». Il a également indiqué aux médias officiels qu'ils devaient « représenter les intérêts du parti ». Historiquement, les discussions quant à l'« affiliation » des institutions ou des structures politiques portent sur l'orientation générale et l'idéologie que ces organismes doivent suivre.

Noms : Lu Yuyu (h), Li Tingyu (f)
Homme et femme

Action complémentaire sur l'AU 147/16, ASA 17/4418/2016, 8 juillet 2016